

## THE CONVERSATION

L'expertise universitaire, l'exigence journalistique

# Abstention : au-delà de la crise sanitaire, les vraies raisons de la démobilisation

23 juin 2021, 21:01 CEST

Auteur



**Tristan Haute**

Maître de conférence, Université de Lille



Un assesseur ici dans un bureau de vote à Angers. Deux électeurs sur trois n'ont pas voté au premier tour du scrutin des élections départementales et régionales. LOIC VENANCE / AFP

Le premier tour des élections départementales et régionales de 2021 a été marqué par une participation historiquement faible : 32,59 % contre 50,17 % au premier tour des élections départementales de mars 2015 et 49,91 % au premier tour des élections régionales de décembre 2015. Ce recul exceptionnel, assez similaire à celui observé entre les élections municipales de 2014 et de 2020 (-19 points), est-il lié au contexte de crise sanitaire ?

Lors du premier tour des élections municipales de 2020, l'abstention était fortement corrélée au risque épidémique.

En juin, ce risque épidémique semble toutefois être un argument bien insuffisant pour expliquer la hausse de l'abstention, une majorité des adultes en âge de voter ayant reçu une première dose de vaccin.

### **Pas de démobilisation des personnes âgées**

Les recherches relatives à l'abstention au premier tour des élections municipales de 2020 ont montré que les écarts de participation selon l'âge des électeurs s'étaient réduits, les personnes âgées, davantage à risque, s'étant davantage démobilisées. Cependant, dimanche dernier, l'écart de participation entre les 18-24 ans et les 65 ans et plus était bien plus important qu'en 2020, passant de 20 points à 31 points et se rapprochant ainsi des écarts de participation observés en 2015 (voir tableau 1).

**Tableau 1. Participation selon l'âge des électeurs (2015-2021, en %)**

Age	mars 2015	décembre 2015	mars 2020	juin 2021
18 à 24 ans	29	24	30	16
25 à 34 ans	34	35	34	19
35 à 49 ans	48	49	42	29
50 à 64 ans	56	56	49	32
65 ans et plus	69	70	50	47

Lecture : seuls 16 % des 18-24 ans ont voté au premier tour des élections régionales de 2021 contre 24 % aux élections régionales de 2015. T. Haute, enquêtes réalisées en ligne par l'Ifop le 22 mars 2015, le 6 décembre 2015, le 15 mars 2020 et le 20 juin 2021

Entre 2015 et 2020, ce sont les 65 ans et plus qui se sont le plus démobilisés alors que la participation des moins de 35 ans a stagné. Mais le constat est inverse entre 2020 et 2021 : les personnes âgées de 65 ans et plus se sont quasiment autant mobilisées (-3 points) alors que la participation décline fortement dans toutes les autres classes d'âge (entre - 13 et -17 points). Ce résultat peut expliquer les relatives contre-performances de la gauche et des écologistes dans certaines régions, ces partis ayant des bases électorales significativement plus jeunes.

La démobilisation des personnes âgées en 2020 et la réduction des inégalités de participation selon l'âge ne semblent donc avoir été qu'un épiphénomène lié au risque élevé, pour les personnes âgées en particulier, de développer une forme grave de la maladie. En d'autres termes, l'effet direct du Covid observé en 2020 a disparu en 2021, du fait de la campagne de vaccination et de la moindre circulation du virus.

### Un nouveau « gender gap » ?

Comme lors des élections municipales de 2020, on constate que les femmes ont moins participé que les hommes en 2021 alors qu'elles s'étaient autant mobilisées que les hommes en 2015 (voir tableau 2). Ce résultat va à rebours des enquêtes réalisées depuis les années 2000 en France.

Une première hypothèse est que les femmes se sont trouvées, davantage que les hommes, à distance de la compétition électorale. En effet, du fait de processus genrés de socialisation, elles ont été plus que les hommes préoccupées par la dimension strictement sanitaire de la crise. De plus, les inégalités de genre, en matière de travail domestique notamment, se sont renforcées durant les confinements successifs.

Une seconde hypothèse est que, la norme participationniste s'affaiblissant, l'intérêt pour la politique et le sentiment de légitimité politique, deux facteurs déjà déterminants en matière de mobilisation électorale, le deviennent de plus en plus.

Or, les femmes restent moins intéressées par la politique et se sentent moins « compétentes » politiquement du fait d'attentes différenciées du champ politique selon le genre et de processus genrés de socialisation politique.

De ce point de vue, le lien avec la crise sanitaire reste donc à préciser.

Tableau 2. Participation électorale selon le sexe (2015-2021, en %)

**Tableau 2. Participation électorale selon le sexe (2015-2021, en %)**

sexe	mars 2015	décembre 2015	mars 2020	juin 2021
femmes	52	49	41	28
hommes	50	51	50	41

Tableau 2. T. Haute, enquêtes réalisées en ligne respectivement du 19 au 21 mars 2015, du 29 novembre au 2 décembre 2015, du 13 au 14 mars 2020 et du 16 au 19 juin 2021 par Ipsos, Fourni par l'auteur

### Des inégalités sociales qui persistent

Les inégalités de participation liées au niveau de revenus restent non négligeables : selon [l'Ifop](#), la participation au premier tour des régionales a atteint 22 % au sein des catégories populaires (moins de 900 euros par mois) contre 39 % au sein des catégories supérieures (plus de 2 500 euros par mois).

De même, [comme en 2020](#), les [inégalités](#) liées à la catégorie socioprofessionnelle semblent s'être plutôt maintenues : l'écart de participation entre cadres et ouvriers était de 6 points dimanche dernier contre 9 points en 2015 (voir tableau 3). Ce résultat peut expliquer la bonne « performance » des listes de la droite parlementaire pour laquelle votent massivement les catégories supérieures.

Tableau 3. Participation électorale selon la catégorie socioprofessionnelle (2015-2021, en %)

**Tableau 3. Participation électorale selon la catégorie socioprofessionnelle (2015-2021, en %)**

CSP	décembre 2015	mars 2020	juin 2021
cadres	48	43	31
professions intermédiaires	45	43	31
employés	42	37	25
ouvriers	39	43	25

Tableau 3. T. Haute, enquêtes Ipsos 2015, 2020 et 2021 N. B. Les chiffres pour les retraités, les inactifs, les exploitants agricoles et les artisans, commerçants et chefs d'entreprise ne sont pas présentés ici., Fourni par l'auteur

## Des effets sur le temps long

À l'inverse de ce qui avait été observé aux élections municipales de 2020, l'abstention en juin 2021 ne semble donc pas s'expliquer par la crainte de contamination. Alors que la pratique électorale est devenue majoritairement [intermittente en France](#), les effets de la crise sanitaire sont en réalité plus indirects, plus globaux et se jouent sur le temps long.

Ainsi, les candidats ont peiné, en raison du contexte sanitaire, à s'adresser aux électeurs. De même, la parole politique s'est focalisée sur la gestion de la crise sanitaire, limitant fortement l'émergence d'autres enjeux, a fortiori locaux. Enfin, les confinements successifs et le recours massif au télétravail ont induit une réduction des relations sociales. Or, celles-ci sont déterminantes en matière de mobilisation électorale, en [particulier au sein des classes populaires](#).


[démocratie](#)
[élections](#)
[abstention](#)
[participation](#)
[électeurs](#)
[élections régionales 2021](#)

## Soutenez The Conversation

Bouleversement des modes de vie, défiance du politique, rage et cris d'espoirs : pour vous aider à mieux comprendre le monde qui vient, je m'appuie sur l'expertise de celles et ceux qui sont sur le terrain. Aidez-nous à poursuivre cette mission, faites un don.

Faire un don

Clea Chakraverty

Cheffe de rubrique Politique + Société

